CHARLOTTETOWN, Î.-P.-É.
LE 17 AVRIL 1986

À Charlottetown, la discussion met en lumière diverses approches à la question des rapports entre le désarmement et le développement. D'aucuns s'inquiètent des contradictions apparentes entre les actes du gouvernement canadien et ses efforts de paix, sa contribution au maintien des alliances et la polarisation des questions, concepts et alliances qui lui fait perdre sa position indépendante. La discussion est plutôt axée sur la militarisation de la région des provinces maritimes et notamment sur la décision prise récemment d'implanter sur l'île une usine Litton. De même, presque tout le monde s'inquiète de l'action américaine en Libye, du fait que ce pays cherche des "solutions militaires plutôt que diplomatiques" et de la "complicité" du Canada à cet égard. Des participants présentent des exposés.

Certains participants demandent instamment que le Canada se distancie des positions américaines, encourage les États-Unis à engager le dialogue sur ces questions, notamment sur les problèmes d'Amérique centrale, et à avoir plus systématiquement recours aux Nations Unies.

On s'inquiète des liens très étroits que le Canada semble avoir avec les États-Unis sur toutes les questions de politique étrangère, y compris de ce que l'on appelle "son rôle accru au niveau des stratégies de dissuasion nucléaire". Beaucoup estiment que la capacité traditionnelle du Canada d'influencer les relations internationales de façon constructive est entravée par l'appui ouvert qu'il accorde aux politiques américaines.

Plusieurs participants soulignent le fait que, selon le Livre vert, les alliances traditionnelles du Canada, à savoir avec l'OTAN et NORAD, sont exclues de ce qui était censé être un examen complet des relations internationales du Canada. On juge que ce parti pris va à l'encontre de la déclaration de M. Clark qui invitait les mouvements pour la paix à remettre en question les idées reçues. Certains avancent que l'évolution du système mondial, par exemple l'émergence d'un nouvel ordre économique international, forcerait le Canada à changer ses alliances et son appartenance aux blocs traditionnels et à s'aligner avec les nations qui ne font pas partie de ces blocs et qui comptent la majorité de la population mondiale.

D'autres jugent que la capacité du Canada d'oeuvrer pour la paix et le développement est entravée par ses liens traditionnels. Certains recommandent que le Canada réoriente ses allégeances et ressources de l'OTAN au profit des Nations Unies.